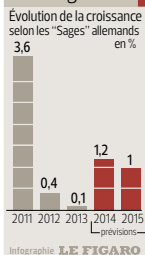


Les « Sages » allemands critiquent la politique de Merkel et Draghi

Les économistes épinglent la transition énergétique et la création d'un smic, qui pèsent sur l'économie outre-Rhin.

Allemagne



NICOLAS BAROTTE @NicolasBarotte
CORRESPONDANT À BERLIN

ALLEMAGNE Angela Merkel fait-elle fausse route ? C'est ce que se demandent ouvertement les « Sages » allemands, qui viennent de remettre leur traditionnel rapport d'expertise à la chancelière. Dans ce pavé de 400 pages, ils ne cachent pas leur inquiétude sur la situation économique du pays, un an après l'installation de la grande coalition CDU-SPD au pouvoir. « Jusqu'à présent », disent-ils, les effets positifs attendus ne se sont pas produits.

Cet avis n'est pas anodin : en Allemagne, ce conseil des Sages,

composé de cinq économistes réputés – Christoph Schmidt, Peter Bofinger, Lars Feld, Isabel Schnabel et Volker Wieland –, est particulièrement attendu et écouté, à défaut d'être toujours suivi. « Nous discuterons naturellement de vos critiques », a prudemment réagi la chancelière en recevant leur rapport. Chez ses alliés du SPD, la réponse est plus tranchée : « Ces critiques devraient s'appuyer sur des faits et pas sur des opinions politiques », a regretté Yasmin Fahimi, la secrétaire générale du Parti social-démocrate.

Comme le gouvernement et les instituts de prévision économiques, les Sages ont revu à la baisse les perspectives de croissance de l'Alle-

magne : 1,2 % cette année et 1 % en 2015, là où le gouvernement espère 1,3 %. L'instabilité internationale et le ralentissement économique dans la zone euro sont en grande partie responsables de ce refroidissement. Mais les Sages mettent aussi en cause le gouvernement d'Angela Merkel, dont la politique aurait un « impact négatif » sur l'économie. Les difficultés pour mener à bien la transition énergétique, ainsi que les dernières réformes du marché du travail, comme l'introduction d'un salaire minimum ou l'amélioration des conditions de départ en retraite, pèseraient fortement sur la confiance. « La politique économique a été rattrapée par la réalité plus vite que prévu », assènent-ils.

Critiques sur le bilan du gouvernement, les Sages prennent aussi le contre-pied d'Angela Merkel dans le débat sur les investissements. Alors que la chancelière veut solliciter le secteur privé, le conseil estime qu'il n'y a « pas de faiblesse pathologique » de ce côté-là de l'économie. En ce qui concerne les investissements publics, il insiste, comme le fait le ministre des Finances, Wolfgang Schäuble, pour qu'ils ne soient pas financés par la dette.

France et Italie affaiblies

Dans son analyse de l'environnement économique global, le conseil des Sages s'immisce sur le terrain de la politique monétaire. Comme la Bundesbank, ces grands économis-

tes jugent avec scepticisme l'action de la Banque centrale européenne, jugée trop accommodante. À leurs yeux, « cette politique comporte des risques à long terme pour le développement économique de la zone euro ».

Les Sages craignent un relâchement des efforts de réforme et de consolidation budgétaire en Europe. « La crise n'est pas encore surmontée », préviennent-ils dans leur rapport, en relevant notamment le manque de réformes de structures en France et en Italie. « L'affaiblissement économique [de ces deux pays] joue un grand rôle dans la conjoncture de la zone euro », estiment-ils. Angela Merkel ne manquera pas de le faire savoir à François Hollande et Matteo Renzi. ■

« LuxLeaks » : Juncker contre-attaque

Le président de la Commission se juge « responsable » de ce qui s'est passé au Luxembourg. Il promet d'agir.

ALEXANDRINE BOUILHET @abouilhett

EUROPE La pression politique et médiatique était telle que Jean-Claude Juncker a dû sortir de son silence pour répondre au scandale « LuxLeaks », qui a révélé l'ampleur des pratiques d'évasion fiscale des multinationales au Luxembourg. « Je suis politiquement responsable de ce qui s'est passé dans les coins et recoins du Luxembourg », a affirmé Jean-Claude Juncker, qui fut tour à tour ministre des Finances et premier ministre du Grand-Duché sur une période de vingt ans. Le président de la Commission a fait une apparition surprise en salle de presse à Bruxelles, avant de se rendre au Parlement européen où était organisé un débat d'urgence sur l'affaire « LuxLeaks ». Il n'avait pas prévu ce déplacement avant de se raviser, en fin de matinée.

Le fait qu'il soit lui-même descendu dans l'arène parlementaire a

été salué par les députés européens, chauffés à blanc par ce scandale, qui révèle l'une des grandes failles du marché intérieur européen, la concurrence fiscale déloyale, alors même que certains États notés « AAA », grâce à des avantages fiscaux, font des leçons à leurs voisins en matière de discipline budgétaire. L'extrême gauche envisageait une motion de défiance contre la nouvelle Commission, alors que les eurosceptiques britanniques du parti Ukip demandaient la démission de Jean-Claude Juncker.

Une enquête en cours

« Je ne démissionnerai pas ! » a répondu le président de la Commission, très offensif, et parfois un brin agressif. Sa ligne de défense est classique : « responsable » d'accord, mais pas coupable. « Je ne suis pas l'architecte du problème luxembourgeois », a-t-il affirmé, assurant qu'il s'agissait d'un problème européen de concurrence fiscale, un

phénomène légal, même s'il n'est pas toujours jugé « moral », ni « éthique ».

Jean-Claude Juncker a rappelé que les pratiques fiscales de « tax ruling », dénoncées par l'enquête « LuxLeaks », sont en vigueur dans 22 États membres de l'UE. Elles permettent aux entreprises de négocier à l'avance leur impôt avec les autorités fiscales d'un pays. Au Luxembourg, ces « décisions fiscales anticipées » auraient bénéficié à 350 entreprises dont des multinationales comme Amazon ou Apple. Elles sont a priori « conformes » au droit communautaire « si elles ne sont pas discriminatoires ». Une enquête de la Commission européenne est toutefois en cours. Elle vise le Luxembourg, l'Irlande et les Pays-Bas, accusés d'avoir accordé des aides d'État indues à certaines entreprises, par le biais de ces accords fiscaux.

Pour répliquer au scandale, Jean-Claude Juncker a promis de lutter



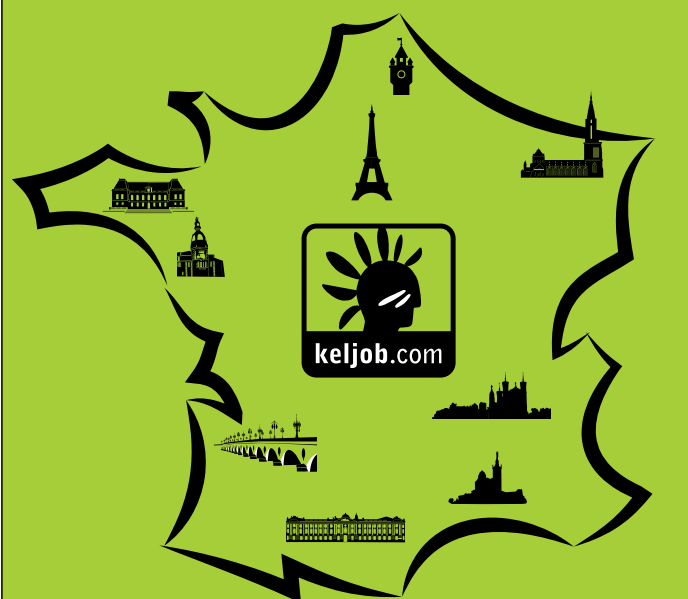
contre l'évasion et la fraude fiscales en Europe. Il a demandé à Pierre Moscovici d'élaborer une directive visant à rendre transparents entre États membres les accords fiscaux passés avec les entreprises. Ce qui ne mettra pas fin en soi au « tax ruling ». Jean-Claude Juncker s'est surtout engagé à relancer les travaux

sur l'harmonisation fiscale européenne, via une assiette commune d'impôt sur les sociétés. « Ce texte est entre les mains du Conseil, rappelle la députée Sylvie Goulard. Si l'on obtient une assiette fiscale commune pour toutes les entreprises, et des taux d'imposition dans une fourchette, on aura fait un grand pas en avant ! » ■

L'un des vice-présidents et le président de la Commission européenne, Frans Timmermans (à gauche) et Jean-Claude Juncker (à droite).

YVES LOGGHE/AP

Le job où vous voulez



KELJOB, offres d'emploi et de formation sur internet et sur mobile.

Nouvelle salve d'amendes pour des banques

HSBC, RBS, Citibank, JPMorgan, Bank of America et UBS sont dans le viseur des autorités.

ANNE DE GUIGNÉ @adeguigne

FINANCE Le couperet est tombé ce mercredi pour les établissements accusés de manipulation des taux de change. Les banques britanniques HSBC et RBS, américaines Citibank, Bank of America et JPMorgan Chase, ainsi que la suisse UBS paieront au total une amende de 3,4 milliards d'euros. Chaque régulateur national réclame une somme précise à chacun de ces établissements. Et l'addition s'annonce très salée. D'autant que les investigations ne sont pas terminées.

Ces grandes banques internationales, qui avaient déjà été épinglées dans le scandale de la manipulation du taux Libor, sont cette fois accusées d'avoir tenté d'infléchir à leur avantage un taux de référence du marché des changes entre 2008 et 2013. Des dizaines de traders ont déjà été remerciés dans le cadre de cette enquête qui mobilise les autorités de régulation du monde entier.

Transparence des marchés

Barclays est également en ligne de mire. Mais la banque londonienne a annoncé qu'elle souhaitait continuer à négocier avec les autorités pour arriver à un accord global. « Aujourd'hui, nous prenons des actions sévères pour en fi-

nir avec la corruption de certains, de façon à ce que le système financier fonctionne pour tout le monde », a souligné le ministre des Finances britannique, George Osborne, qui s'est dit déterminé à « régler ce qui est allé de travers dans les banques ».

Cette enquête sur les taux de change est l'un des pans de plus importantes investigations sur les potentielles manipulations des marchés financiers. Les régulateurs estiment que la crise financière a été en partie provoquée par un manque de transparence dans l'organisation de ces marchés. Ils se sont donné l'ambition d'y remédier.

Devant le siège d'UBS, à Zurich, en Suisse.

MICHAEL BUHOLZER/REUTERS

